

Rapport annuel de la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité au Parlement européen

2014/2219(INI) - 03/03/2015 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission des affaires étrangères a adopté un rapport d'initiative d'Elmar BROK (PPE, DE) concernant le rapport annuel de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité au Parlement européen.

Le rapport a souligné la tragique **détérioration de l'environnement de sécurité autour de l'Union européenne**, et en particulier dans son voisinage immédiat, où l'ordre international fondé sur le droit ainsi que la stabilité et la sécurité de l'Europe sont mis à l'épreuve à un niveau sans précédent depuis le début de l'intégration européenne.

En raison de sa crise interne, **l'Union n'a jusqu'ici pas été en mesure d'exploiter son plein potentiel** pour décider de son environnement politique et de sécurité à l'échelle internationale. Le manque de coordination des politiques et de cohérence entre les politiques de l'Union, ainsi que les contraintes financières, restreignent encore l'influence de l'Europe dans le monde.

Les principales recommandations contenues dans le rapport sont les suivantes :

L'Union européenne doit être un acteur crédible : les députés sont convaincus qu'une politique étrangère ambitieuse et efficace de l'Union doit s'appuyer sur une **vision commune** des intérêts, valeurs et objectifs fondamentaux de l'Europe en matière de relations extérieures ainsi que sur une perception commune des menaces auxquelles l'Union est exposée dans son ensemble.

C'est pourquoi les **ressources politiques, économiques, financières et en matière de défense** de l'Union et de ses États membres devraient être renforcées et combinées pour optimiser l'influence de l'Union dans le monde, produire des synergies et garantir la paix et la stabilité en Europe et dans son voisinage.

Les députés sont d'avis que le Conseil et la Commission, avec la coopération active des États membres, devraient veiller à la **cohérence des politiques intérieures et extérieures de l'Union**, dont la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) ainsi que les politiques de voisinage, de commerce, de développement, d'aide humanitaire et dans les domaines de la justice et des affaires intérieures, de l'énergie, de l'environnement et de la migration.

Le rapport demande notamment :

- le **renforcement de la coopération et de la coordination** entre les différentes capacités d'observation et de réaction aux crises au niveau de l'Union;
- d'étudier les moyens d'améliorer la cohérence des politiques externes, notamment du point de vue des **droits de l'homme et du droit international**;
- d'encourager la création d'une **base industrielle et technologique** de défense européenne (BITDE), en favorisant la coopération en matière de développement de capacités de défense;
- de mieux coordonner les efforts pour répondre aux **attaques terroristes** dans des pays de l'Union en intensifiant le partage de renseignements en matière de sécurité.

Préserver et renforcer l'ordre politique et juridique européen : soulignant la nécessité de consolider l'Union européenne et de renforcer sa capacité d'intégration, les députés jugent nécessaire de définir une **stratégie politique globale** qui vise à rétablir l'ordre politique et juridique européen et lie tous les États européens, y compris la Russie.

La politique étrangère de l'Union devrait avoir pour priorité de **soutenir les pays désireux de se rapprocher de l'Union** et l'un des principaux moyens de contenir les ambitions de la Russie dans son voisinage devrait consister à investir dans l'indépendance, la souveraineté, le développement économique et la poursuite de la démocratisation de ces pays.

Condamnant vivement la violation du droit international par la Russie, à la suite de son intervention militaire et de la guerre hybride qu'elle mène contre l'Ukraine, les députés demandent à la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité d'élaborer d'urgence une **stratégie commune à l'égard de la Russie** afin d'obtenir de celle-ci qu'elle s'engage en faveur de la paix et de la stabilité en Europe y compris par le respect inconditionnel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de ses voisins.

Renforcer la sécurité et la stabilisation dans les pays du voisinage méridional : l'Union devrait réviser en profondeur sa politique à l'égard de ses voisins méridionaux. Les députés réclament la mise en place d'une **stratégie globale** au titre de laquelle les instruments et les ressources budgétaires limitées de l'Union serviraient prioritairement à aider les pays à bâtir des États ouverts à la diversité et opérationnels, aptes à assurer la sécurité de leurs citoyens, à **faire face à l'extrémisme religieux et à consolider l'état de droit**.

Les autorités de l'Union sont invitées à développer, en coopération étroite avec les États-Unis et avec la participation des grandes puissances (par exemple la Russie et la Chine), une stratégie qui pousserait les acteurs régionaux (dont la Turquie, l'Iraq, Israël, la Jordanie, l'Égypte, les gouvernements du Conseil de coopération du Golfe, l'Iran, la Ligue arabe et les forces kurdes) à s'unir pour mettre un terme aux guerres par procuration et cesser de financer les fondamentalistes et trouver une solution pour la paix et la stabilité dans la région, notamment en vue de mettre fin à la guerre en Syrie et en Iraq.

Renforcer un ordre mondial coopératif et fondé sur des règles : les députés sont convaincus que la **coopération entre l'Union et l'OTAN** devrait être renforcée et qu'il faudrait parvenir à une planification et à une coordination plus étroites entre la défense intelligente de l'OTAN et la mutualisation et le partage des capacités de l'Union en vue d'utiliser au mieux les ressources limitées qui sont disponibles. Il souligne la nécessité d'une **stratégie européenne**, en coordination avec les États-Unis, sur la manière de partager avec la Russie, la Chine, l'Inde et d'autres puissances majeures la responsabilité en matière de paix et de stabilité de l'ordre politique et économique mondial.

Le rapport souligne enfin la nécessité de réformer le **Conseil de sécurité de l'ONU** de sorte qu'il reflète mieux les réalités du monde d'aujourd'hui. Il rappelle à cet égard que l'Union européenne devrait devenir membre à part entière de l'ONU.